

	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		<b>Service Prévention Sécurité Générale</b>
	<b>Protection des travailleurs</b>	Version n° 04	<b>Réf : PT/PP/003 Maj : 20/06/2022</b>

<b>Émetteurs</b> : SPSG GHN (AL– CG– GS)	<b>Validation</b> : Ingénieur Chargé de la Sécurité – SPSG GHN
<b>Destinataires</b> : Service Maintenance et Exploitation (SME GHN) – Entreprises utilisatrices	<b>Pages</b> : 20

# PLAN DE PREVENTION

Ce document peut être complété en fonction des besoins réels rencontrés par l'entreprise utilisatrice.

**Objectif** : Le plan de prévention permet de limiter les risques liés à la coactivité des personnes présentes sur le lieu d'une intervention. Il est réalisé à l'issue d'une visite préalable à laquelle participent toutes les entreprises extérieures intervenantes. Le présent document permet à l'entreprise utilisatrice de formaliser les mesures générales applicables par l'ensemble des entreprises extérieures, et les mesures particulières à chaque entreprise en fonction de la réalité de son intervention future.

## Obligation de rédaction d'un plan de prévention avant le commencement des travaux :

- Article R. 4512-7 du code du travail :
  - Dès lors que l'opération à réaliser par les entreprises extérieures, y compris les entreprises sous-traitantes auxquelles elles peuvent faire appel, représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus. Il en est de même dès lors qu'il apparaît, en cours d'exécution des travaux, que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ;
  - Quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée, respectivement, par arrêté du ministre chargé du travail et par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.
- Arrêté du 19 mars 1993 (JO du 27 mars 1993) fixant la liste des travaux dangereux, quel que soit le nombre d'heures travaillées :
  - Travaux exposant à des rayonnements ionisants ;
  - Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R. 231-51 du code du travail devenu l'article R. 4411-3 ;
  - Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes ;
  - Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne ;
  - Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage qui doivent faire l'objet de vérification périodique ;
  - Travaux de transformation sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures ;
  - Travaux de maintenance sur des installations à très haute ou très basse température ;
  - Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou grues ou transtockeurs ;
  - Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation ;
  - Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T.B.T : Très basse tension ;
  - Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicables l'article R. 233-9 du code du travail, devenu l'article R. 4323-17 (seuls les travailleurs désignés utilisent l'équipement de travail en question, la maintenance et la modification de cet équipement de travail ne peuvent être réalisés que par les seuls travailleurs affectés à ce type de tâche) ;
  - Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres ;
  - Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB ;
  - Travaux exposant à des risques de noyade ;
  - Travaux exposant à un risque d'ensevelissement ;
  - Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds ;
  - Travaux de démolition ;
  - Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière en atmosphère confinée ;
  - Travaux en milieu hyperbare ;
  - Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A ;
  - Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu.

	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs	Version n° 04	Réf : PT/PP/003 Màj : 20/06/2022

## ENTREPRISE UTILISATRICE

### HOSPICES CIVILS DE LYON

3, quai des Célestins  
69229 LYON cedex 02  
Téléphone : 0820.0820.69

### GROUPEMENT HOSPITALIER NORD

**Hôpital de la Croix Rousse**  
103 Grande rue de la croix rousse  
69004 Lyon

**Hôpital Frédéric Dugoujon**  
14 Rue PASTEUR  
69300 Caluire et Cuire

INTERLOCUTEUR (Fonction)	Prénom NOM	COORDONNEES	SIGNATURE
Chef d'établissement	Mme SOUPART Dominique	☎ 04.72.07.15.00 📠 04.72.07.18.96 ✉ dominique.soupart@chu-lyon.fr	
Ingénieur chargé de sécurité	Mr LACROIX Arthur	☎ 04.72.07.15.34 📠 04.72.07.24.01 ✉ arthur.lacroix@chu-lyon.fr	
Adjoint à l'ingénieur	Mr GARCIA Christophe	☎ 04.72.07.15.35 📠 04.72.07.24.01 ✉ christophe.garcia@chu-lyon.fr	
Adjoint à l'ingénieur	Mr SOARES Gérald	☎ 04.72.07.24.71 📠 04.72.07.24.01 ✉ gerald.soares@chu-lyon.fr	
Adjoint à l'ingénieur	Mr	☎ 04.72.07.26.47 📠 04.72.07.24.01 ✉ @chu-lyon.fr	
Chargé local d'opération	Mr	☎ 📠 ✉	

## ENTREPRISE EXTERIEURE

Nom de l'entreprise :

Adresse :

INTERLOCUTEUR (Fonction)	Prénom NOM	COORDONNEES	SIGNATURE
		☎ 📠 ✉	
		☎ 📠 ✉	
		☎ 📠 ✉	
		☎ 📠 ✉	

Nombre d'employés présent durant la phase des travaux : 0










L'entreprise extérieure fait-elle appel à des entreprises sous-traitantes ?

☐ Oui

☐ Non

<b>HCL</b> HOSPICES CIVILS DE LYON	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs	Version n° 04	Réf : PT/PP/003 Màj : 20/06/2022

## ENTREPRISE(S) EXTERIEURE(S) SOUS-TRAITANTE(S)

NOM DE L'ENTREPRISE	FONCTION	Prénom NOM	COORDONNEES
			  
			  
			  

## OPERATION(S) A REALISER

Références du marché :	
Nature des travaux :	
Lieu des travaux :	PJ : <a href="#">Plan</a>
Date de début du contrat :	
Durée prévisible du contrat :	
Prestation(s) par l'EE :	Intervention : ( <a href="#">préciser les tranches horaires</a> ) Nombre prévisible de travailleurs affectés : 0 Personne chargée de diriger l'intervention : ( <a href="#">Nom de la personne</a> )
Prestation(s) par sous-traitant : ( <a href="#">si plusieurs sous-traitant</a> <a href="#">préciser lequel</a> )	Intervention : ( <a href="#">préciser les tranches horaires</a> ) Nombre prévisible de travailleurs affectés : 0 Personne chargée de diriger l'intervention : ( <a href="#">Nom de la personne</a> )

### Le présent document :

- Ne concerne que la(les) opération(s) énumérée(s) ci-dessus. Toute modification dans la nature de celle(s)-ci nécessite la rédaction d'un nouveau plan de prévention.
- Doit être mis à jour à l'occasion des réunions ou inspections périodiques, si des risques nouveaux apparaissent ou si une nouvelle entreprise extérieure prend part à l'opération en cours.
- Doit être conservé en permanence par l'entreprise extérieure sur les lieux de l'opération.

### LE PRESENT DOCUMENT RESTE A LA DISPOSITION :

1. Du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent ;
2. Des médecins du travail compétents ;
3. De l'inspection du travail ;
4. Des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale ;
5. Le cas échéant, des agents de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

 <b>HCL</b> HOSPICES CIVILS DE LYON	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs	Version n° 04	Réf : PT/PP/003 Màj : 20/06/2022

## MISE A JOUR DU PLAN DE PREVENTION

### INSPECTIONS ET REUNIONS PERIODIQUES DE COORDINATION :

Exemples :

- Coordination générale dans l'enceinte de l'entreprise utilisatrice.
- Coordination des mesures de prévention pour une opération donnée
- Coordination des mesures rendues nécessaires par les risques liés à l'interférence entre deux ou plusieurs opérations

DATE	MOTIF	PERSONNES INVITEES	COMPTE-RENDU
			CR n° En date du Cf Annexe n°

	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs	Version n° 04	Réf : PT/PP/003 Maj : 20/06/2022

## INSPECTION COMMUNE PREALABLE

Article R. 4512-2 du code du travail :

*« Il est procédé, préalablement à l'exécution de l'opération réalisée par une entreprise extérieure, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition des entreprises extérieures. »*

Date :







PARTICIPANTS ENTREPRISE UTILISATRICE		
FONCTION	Prénom NOM	SIGNATURE

PARTICIPANT(S) ENTREPRISE EXTERIEURE		
FONCTION	Prénom NOM	SIGNATURE

PARTICIPANT(S) ENTREPRISE(S) SOUS-TRAITANTE(S)		
FONCTION	Prénom NOM	SIGNATURE

	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		<b>Service Prévention Sécurité Générale</b>
	<b>Protection des travailleurs</b>	Version n° 04	<b>Réf : PT/PP/003 Maj : 20/06/2022</b>

<b>CHEF DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE</b>		
Délimitation du secteur de l'intervention des entreprises extérieures	Remis ce jour un plan de masse de l'établissement à chaque participant de l'inspection commune.	PJ : Plan de l'établissement
Matérialisation des zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers pour les travailleurs	Remis ce jour un plan d'implantation des zones présentant un danger à chaque participant de l'inspection commune.	PJ : Plan de l'établissement
Indication des voies de circulation pour les travailleurs et les véhicules et engins	Remis ce jour un plan de circulation extérieure et un plan de circulation intérieure à chaque participant de l'inspection commune.	PJ : Plan de l'établissement
Définition des voies d'accès aux locaux et installations à l'usage des travailleurs	Remis ce jour un plan des locaux sociaux (vestiaires, sanitaires, réfectoire, infirmerie) à chaque participant de l'inspection commune.	PJ : Plan de l'établissement

<b>CONSIGNES DE SECURITE COMMUNES A TOUTES LES ENTREPRISES</b>		
En cas d'accident	Alerter le Service Prévention et Sécurité Générale au <b>18.24</b> ou au <b>04.72.07.19.39</b>	
En cas d'incendie	Alerter le Service Prévention et Sécurité Générale au <b>18.24</b> ou au <b>04.72.07.19.39</b>	
En cas de malveillance	Alerter le Service Prévention et Sécurité Générale au <b>18.24</b> ou au <b>04.72.07.19.39</b>	
Circulation extérieure	Vitesse limitée à <b>10 km/h</b> Respecter la signalisation.	
Circulation intérieure	Faciliter le passage et la circulation des brancardiers ainsi que des utilisateurs de l'hôpital.	
Accueil et information	Tout renseignement doit être demandé prioritairement auprès du Chargé local d'opération.	

<b>CONSIGNE(S) DE SECURITE PARTICULIERE(S) A CHAQUE ENTREPRISE</b>		

	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs	Version n° 04	Réf : PT/PP/003 Maj : 20/06/2022

## ANALYSE DES RISQUES

Article R. 4512-6 du code du travail :

*« Au vu des informations et éléments recueillis au cours de l'inspection commune préalable, les chefs des entreprises utilisatrice et extérieures procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels. Lorsque ces risques existent, les employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques. »*

### TRAVAUX SUJETS A DOCUMENTS SPECIFIQUES :

- Travaux sur amiante : plan de retrait.
- Travaux de chargement et déchargement des véhicules : protocole de sécurité.
- Travaux d'ordre électriques : procédure de consignation
- Travaux par points chauds : permis de feu.



### OBLIGATION VACCINALE :

Article L. 3111-4 du code de santé publique :

*« Une personne qui, dans un établissement ou organisme public ou privé de prévention de soins ou hébergeant des personnes âgées, exerce une activité professionnelle l'exposant à des risques de contamination doit être immunisée contre l'hépatite B, la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite et la grippe.*

*Les personnes qui exercent une activité professionnelle dans un laboratoire de biologie médicale doivent être immunisées contre la fièvre typhoïde.(...)*

*Les conditions de l'immunisation prévue au présent article sont fixées par arrêté du ministre chargé de la santé pris après avis du Haut conseil de la santé publique et compte tenu, en particulier, des contre-indications médicales. »*

### TRAVAILLEUR ISOLE :

Article R. 4512-13 du code du travail :

*« Lorsque l'opération est réalisée de nuit ou dans un lieu isolé ou à un moment où l'activité de l'entreprise utilisatrice est interrompue, le chef de l'entreprise extérieure intéressé prend les mesures nécessaires pour qu'aucun travailleur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident. »*

### ANALYSE DES RISQUES SPECIFIQUES A L'INTERVENTION DE CHAQUE ENTREPRISE :

- Date début et fin : à préciser pour chaque intervention (voir planning).
- Nature de l'intervention : définir précisément les limites de l'intervention de chaque EE.
- Phases de l'intervention : il s'agit d'anticiper avec l'EE le modes opératoires de son intervention, en vue de faciliter l'identification des risques.
- Risques : au travers de l'analyse des modes opératoires s'agit d'identifier, à chaque phase de l'intervention, les risque encourus par le personnel de chacune des entreprise présentes sur le site.
- Mesures de prévention : elles concernent les domaines :
  - Humain : information, formation, habilitation, etc.
  - Organisationnel modes opératoires les plus sûrs.
  - Technique adéquation des moyens.



<b>HCL</b> HOSPICES CIVILS DE LYON	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs	Version n° 04	Réf : PT/PP/003 Maj : 20/06/2022

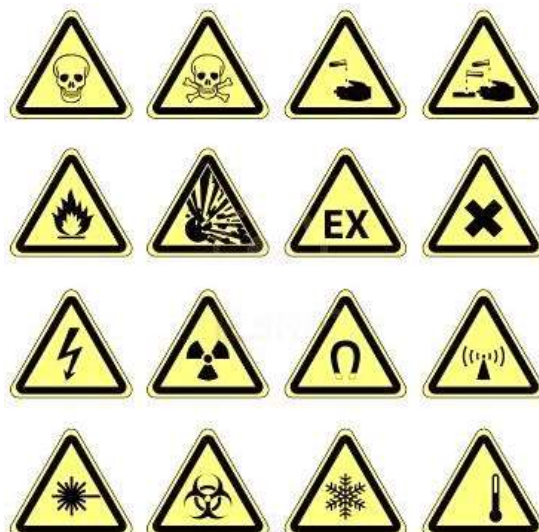
#### EXEMPLES DE PHENOMENES DANGEREUX :

- MACHINES : mécanisme dangereux accessible, intervention sur machine en marche, démarrage intempestif, projection.
- ELECTRICITÉ : enceinte conductrice, intervention sur les installations ou à proximité de pièces nues sous tension.
- PRODUITS CHIMIQUES : produits toxiques, nocifs, corrosifs, poussières, gaz, vapeurs.
- AMBIANCE PHYSIQUE : froid, bruit, chaleur, vibrations.
- INCENDIE EXPLOSION : produits inflammables ou comburants, sources d'inflammation, points chauds.
- RAYONNEMENT : ionisants : alpha, bêta, gamma, X. Non ionisants : UV, IR, HF, micro-ondes.
- MANUTENTIONS MÉCANISÉES : charges au-dessus des opérateurs, instabilité des charges, matériel de capacité insuffisante.
- MANUTENTIONS MANUELLES : charges difficilement préhensibles, postures dangereuses, gestes répétitifs, charges lourdes.
- CIRCULATION : croisement des flux, superposition des postes, encombrement, état et stabilité des sols.
- TRAVAUX EN MILIEU CONFINÉ : asphyxie, intoxication, explosion de poussières, de vapeurs.
- TRAVAUX EN HAUTEUR : toitures en matériaux fragiles, chute du salarié, chute d'objet, utilisation d'échelles.
- TRAVAUX ISOLÉS : de nuit, de week-end, horaires décalés, lieu isolé.
- TRAVAUX EN FOUILLE : éboulement, chute, arrachement de câble électrique.



#### EXEMPLES DE RISQUES ASSOCIES AUX PHENOMENES DANGEREUX :

- Risques de trébuchement, heurt ou autre perturbation du mouvement ;
- Risques de chute de hauteur ;
- Risques liés aux circulations internes de véhicules ;
- Risques routiers en mission ;
- Risques liés à la charge physique de travail ;
- Risques liés à la manutention mécanique ;
- Risques liés aux produits, aux émissions et aux déchets ;
- Risques liés aux agents biologiques ;
- Risques liés aux équipements de travail ;
- Risques liés aux effondrements et aux chutes d'objets ;
- Risques et nuisances liés au bruit ;
- Risques liés aux ambiances thermiques ;
- Risque d'incendie, d'explosion ;
- Risques liés à l'électricité ;
- Risques liés aux ambiances lumineuses ;
- Risques liés aux rayonnements ;
- Risques psychosociaux.





	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		<b>Service Prévention Sécurité Générale</b>
	<b>Protection des travailleurs</b>	Version n° 04	<b>Réf : PT/PP/003 Maj : 20/06/2022</b>

## FACTEURS DE PENIBILITE AU TRAVAIL :

(Article D. 4121-5 du code du travail)

- Contraintes physiques marquées : manutentions manuelles de charges (article R. 4541-2), postures pénibles définies comme positions forcées des articulations, vibrations mécaniques (article R. 4441-1) ;
- Environnement physique agressif : agents chimiques dangereux (articles R. 4412-3 et R. 4412-60), y compris les poussières et les fumées, activités exercées en milieu hyperbare (article R. 4461-1), bruit (article R. 4431-1), températures extrêmes ;
- Rythmes de travail : travail de nuit dans certaines conditions (articles L. 3122-29 à L. 3122-31), travail en équipes successives alternantes, travail répétitif caractérisé par la répétition d'un même geste, à une cadence contrainte, imposée ou non par le déplacement automatique d'une pièce ou par la rémunération à la pièce, avec un temps de cycle défini.



## DROIT DE RETRAIT :

Article L. 4131-1 du code du travail :

*« Le travailleur alerte immédiatement l'employeur de toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ainsi que de toute défectuosité qu'il constate dans les systèmes de protection.*

*Il peut se retirer d'une telle situation.*

*L'employeur ne peut demander au travailleur qui a fait usage de son droit de retrait de reprendre son activité dans une situation de travail où persiste un danger grave et imminent résultant notamment d'une défectuosité du système de protection. »*



## USAGE DU MATERIEL DES HOSPICES CIVILS DE LYON :



**IL EST FORMELLEMENT INTERDIT D'UTILISER LE  
MATERIEL DES HOSPICES CIVILS DE LYON,  
EN PARTICULIER CELUI DES UNITES DE SOINS**



	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		<b>Service Prévention Sécurité Générale</b>
	<b>Protection des travailleurs</b>	Version n° 02 du 18 mars 2016	<b>Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021</b>

**Article R. 4512-8 :**

« Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :


1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux travailleurs ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement. »

Début	Fin	Nature de l'intervention	Phase de l'intervention	Risque	N°	Mesures de prévention	EU/EE
		Circulation extérieure	Accès au site et parking	Encombrement des accès et des parkings  Voies de circulation à double sens	1.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accès au site d'effectuer par l'entrée principale Boulevard des canuts ou <b>76 rue de Cuire 69004 LYON</b> (éventuellement rue Hénon)</li> <li>- Un agent de sécurité est présent 24h/24 au Poste Central de Sécurité (bâtiment A RdC) pour permettre l'accès.</li> <li>- Apporter une attention particulière aux autres usagers véhiculés.</li> <li>- Accès au parking intérieur autorisé sur présentation d'un véhicule identifié.</li> </ul>	
			Chargement et déchargement	Risque de heurts, blessures, écrasements, coupures.	1.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tout chargement et déchargement de matériaux par une entreprise extérieure nécessite l'établissement d'un protocole de sécurité.</li> <li>- L'accès d'engins de gros gabarits doit être programmé à l'avance prendre contact avec le responsable de la gestion opérationnelle du Service Prévention et Sécurité Générale : <a href="mailto:christophe.garcia@chu-lyon.fr">christophe.garcia@chu-lyon.fr</a> <b>☎ 04.72.07.15.35 (37.15.35)</b></li> <li>- Ce protocole de sécurité est établi par l'entreprise extérieure et le chargé de sécurité ou son représentant, au moins 48 heures ouvrables avant l'intervention.</li> <li>- Tout chargement ou déchargement sera interdit en cas de non-respect de la réglementation.</li> </ul>	EU
		Circulation à l'intérieur du site	Accès et déplacements	Vitesse excessive, circulation d'usagers	2.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter les règles du code de la route applicables à l'intérieur de l'hôpital, vitesse limitée à 10 km/h.</li> </ul>	EE
				Stationnement gênant	2.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter les zones de stationnement et les zones de parking des ambulances et des véhicules de secours.</li> <li>- Respecter le plan de circulation interne, n'entraver pas la circulation piétonnière.</li> <li>- Ne gêner en aucune manière les évolutions et les zones de chargement des camions de livraison (voir plan ci-joint).</li> </ul>	



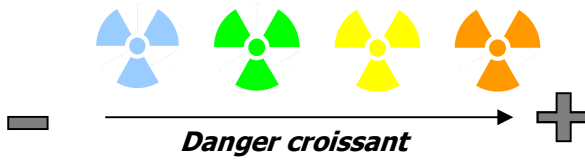
 <b>HCL</b> HOSPICES CIVILS DE LYON	<h1>PLAN DE PREVENTION</h1>			Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs	Version n° 02 du 18 mars 2016		Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021

				Identification des personnes intervenant sur le site.	2.3	- L'ensemble du personnel doit être identifié par un badge d'identification sur lequel figure : nom de l'entreprise, Nom et Prénom de l'individu, photo, date de validité. Le badge doit être porté en permanence.	
--	--	--	--	---	-----	--	--

Dé but	Fin	Nature de l'intervention	Phase de l'intervention	Risque	N°	Mesures de prévention	EU/ EE
		Circulation à l'intérieur des bâtiments	Circulations verticales	Encombrement des ascenseurs.	3.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Laisser la priorité d'utilisation des ascenseurs / monte-charges aux malades et aux chariots repas HCL.</li> <li>- Eviter l'utilisation des monte-malades</li> </ul>	
			Circulations Horizontales	Interface avec les usagers et professionnels de l'hôpital.	3.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Interdiction d'utilisation des téléphones portables</b> (risque d'interférences avec certains équipements hospitaliers).</li> <li>- Attention à la circulation des chariots automoteurs dans l'établissement.</li> <li>- Attention aux malades brancardés dans les couloirs, peu mobiles, lors du transport de votre matériel.</li> <li>- Baliser vos zones de travail, de stockage et de manutention lorsque le chantier n'est pas isolé du public, du personnel, des visiteurs et des malades (rubalise, barrières, quilles).</li> <li>- L'acheminement du matériel pourra se faire à l'aide de chariots ou de transpalettes et de préférence par les galeries du sous-sol et les monte-charges.</li> </ul>	
			Accès aux locaux en présence de patients particuliers.	Présence de patients particuliers (souffrant de problèmes psychologiques, contagieux, agressifs, ...)	3.3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour toute intervention dans un service, consulter préalablement SYSTEMATIQUEMENT le cadre infirmier du service ou son représentant, qui vous donnera AVANT tous travaux ou toutes interventions les contraintes particulières occasionnelles (malade agité, mesures d'hygiène...)</li> <li>- Equipements et tenues <b>mis à disposition</b> à l'entrée dans des locaux spécifiques.</li> <li>- Si l'intervenant estime qu'un danger quelconque l'empêche d'exécuter sa tâche en toute sécurité: interrompre le chantier et prévenir le cadre infirmier et le responsable du Service Technique.</li> </ul> <p><u>Rappel</u> : les unités les plus sensibles de l'hôpital sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maternité ;</li> <li>- Centre de Biologie ;</li> <li>- Services de radiologie ;</li> <li>- Les blocs opératoires, les stérilisations centrales ;</li> <li>- Service des Maladies Infectieuses et Tropicales ;</li> <li>- Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA).</li> </ul>	


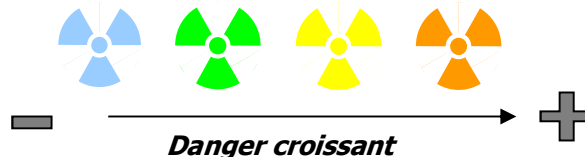
		PLAN DE PREVENTION				Service Prévention Sécurité Générale	
		Protection des travailleurs		Version n° 02 du 18 mars 2016		Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021	
			Locaux techniques	Risques particuliers (électriques, anoxie, stérilité,...)	3.4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La <b>cuisine est une zone protégée</b> : porter une tenue de protection fournie par l'hôpital.</li> <li>- <b>Locaux électriques BT, HT</b> : Accès autorisé aux personnes en possession d'une habilitation électrique (copie des titres d'habilitation à fournir) : Toute personne non habilitée devra se faire accompagner par une personne habilitée du Service Technique</li> </ul>	EE/ EU
Début	Fin	Nature de l'intervention	Phase de l'intervention	Risque	N°	Mesures de prévention	EU/EE
		Circulation à l'intérieur des bâtiments	Locaux fermés à clé ou sous contrôle d'accès.	Intrusion d'individu indésirable	3.5	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture des locaux fermés à clef par S.M.E.</li> <li>- Afin d'accéder aux locaux sous contrôle d'accès, se renseigner des horaires d'ouverture avant toutes interventions. Le cas échéant, obtenir une autorisation pour l'obtention d'un badge d'accès.</li> <li>- En cas d'intervention ponctuelle dans des locaux sous contrôle d'accès, se rendre au poste de sécurité muni d'une pièce d'identité et d'une carte professionnelle afin d'obtenir un badge de prêt temporaire journalier.</li> <li>- En cas d'intervention prolongée dans des locaux sous contrôle d'accès, le chargé local d'opération doit effectuer une demande auprès du responsable administratif et technique du Service Prévention et Sécurité Générale : <a href="mailto:gerald.soares@chu-lyon.fr">gerald.soares@chu-lyon.fr</a> <a href="tel:04.72.07.24.71">☎ 04.72.07.24.71 (37.24.71)</a></li> </ul> <p>Le personnel devra ensuite se présenter à cette personne muni d'une pièce d'identité, d'une photo d'identité, d'une attestation d'employeur.</p> <p><b>Attention :</b> ces badges sont nominatifs et individuels et ne peuvent être prêtés à d'autres utilisateurs, même ponctuellement. Le badge devra être porté en permanence et de manière visible.</p>	
		Personnels intérimaires	Intervention sur le site.	Aptitude du personnel. Connaissance des règles de sécurité	4	<p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;</li> <li>- l'intéressé a reçu le matériel de protection individuelle</li> <li>- l'intéressé a pris connaissance du présent document.</li> </ul>	
		Travail isolé Travail de nuit		Malaise, accident sans témoin.	5	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se présenter obligatoirement au PC de sécurité à l'arrivée et au départ.</li> <li>- Respecter l'article R 237-10 du Code du Travail.</li> <li>- Aucun salarié de l'Entreprise Extérieure ne travaillera isolément, en un point où il ne pourrait être secouru (notamment en toiture ou s'il doit être équipé d'un harnais de sécurité) ainsi que la nuit.</li> </ul>	

<b>HCL</b> HOSPICES CIVILS DE LYON	<b>PLAN DE PREVENTION</b>				Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs		Version n° 02 du 18 mars 2016		Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021
					- L'intéressé doit être équipé d'un système P.T.I

Dé but	Fin	Nature de l'intervention	Phase de l'intervention	Risque	N°	Mesures de prévention	EU/ EE
		Intervention dans des locaux à risque Radiologique, Biologique, Chimique.	Intervention dans les laboratoires biologiques	Risque Biologique 	6.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les opérateurs doivent s'informer, auprès du responsable du laboratoire, des différents risques qu'ils pourraient rencontrer (risques infectieux, de brûlures, particuliers...) lors de leurs interventions.</li> <li>- Porter des <b>équipements de protection individuelle appropriés</b> (gants, blouse...)</li> <li>- <b>Ne pas manger, ni boire, ni fumer.</b></li> <li>- <b>Se laver les mains avant</b> d'entrer dans le laboratoire (protection de l'activité des laboratoires) et <b>après</b> l'intervention (protection du travailleur).</li> </ul>	
			Intervention au sein des locaux équipés de générateur de rayons X.	Exposition externe aux rayonnements ionisants. 	6.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les locaux à risques (cf. plan de masse RRI1) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Scanners (Bât R – RdJ)</li> <li>• Salles de radiologie (R – RdJ)</li> <li>• Consultation orthopédique (R – RdC)</li> <li>• Blocs opératoires orthopédie, digestif, radio-interventionnel (R – 1<sup>er</sup>)</li> <li>• Radiologie mobile.</li> </ul> </li> <li>- Identifier la signalisation du risque : La source radiogène est repérée par le pictogramme ci-contre.</li> <li>- Les trisecteurs radiologiques (bleu, vert, jaune...) signalent les zones surveillées ou contrôlées où l'accès est réglementé.</li> </ul> <div style="text-align: center;">  <p><b>Danger croissant</b></p> </div> <p>⇒ <u>Conduite à tenir :</u></p>	

<b>HCL</b> HOSPICES CIVILS DE LYON	<b>PLAN DE PREVENTION</b>			Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs		Version n° 02 du 18 mars 2016	Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021



						<p>Signaler sa présence à l'arrivée dans le service auprès du cadre ou d'un professionnel et se faire accompagner jusqu'au lieu d'intervention.</p> <p>Vérifier l'absence d'émission de rayonnement : s'assurer que l'installation est éteinte (lumière au-dessus de la porte ou sonnerie éteintes) ou à défaut que l'appareil a été mis en sécurité rendant l'émission de rayonnement impossible. Dans ces conditions la zone n'est plus réglementée et l'accès est autorisé.</p>	
--	--	--	--	--	--	--	--

Début	Fin	Nature de l'intervention	Phase de l'intervention	Risque	N°	Mesures de prévention	EU/EE
		Intervention dans des locaux à risque				<p>⇒ <b>En cas d'intervention sous rayonnement ou en zone non intermittente :</b></p> <p>Les coordonnées de la PCR de l'entreprise extérieure sont transmises à la PCR du groupement hospitalier.</p> <p>La PCR de l'entreprise extérieure s'assure de l'aptitude médicale et dosimétrique, ainsi que de la validité de la formation à la radioprotection de ses intervenants.</p> <p>Elle fournit à ses intervenants les dosimétries adaptées.</p> <p>⇒ <b>Contact :</b></p> <p>Cadre du service concerné ou</p> <p>Personne Compétente en Radioprotection du site :</p> <p><a href="mailto:pascal.merle@chu-lyon.fr">pascal.merle@chu-lyon.fr</a></p> <p>☎ 04.26.73.29.35 (33.29.35)</p>	
		Radiologique, Biologique, Chimique.	Intervention au sein des locaux identifiés dans cette rubrique.	<p>Exposition externe aux rayonnements ionisants, de contamination externe et interne.</p> 	6.3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les locaux à risques (cf. plan de masse RRI2) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prison (Plateforme déchet – bât W)</li> </ul> </li> <li>- Identifier la signalisation du risque : La source radiogène est repérée par le pictogramme ci-contre.</li> <li>- Les trisecteurs radiologiques (bleu, vert, jaune...) signalent les zones surveillées ou contrôlées où l'accès est réglementé.</li> </ul> 	

 <b>HCL</b> HOSPICES CIVILS DE LYON	<h1>PLAN DE PREVENTION</h1>				Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs		Version n° 02 du 18 mars 2016		Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021

						⇒ <b>Conduite à tenir :</b> En amont de l'intervention prévenir la Personne Compétente en Radioprotection du site qui évaluera les risques, et si besoin organisera un suivi dosimétrique. Signaler sa présence à l'arrivée dans le service auprès du cadre ou d'un professionnel du service, s'informer des différents risques potentiels et se faire accompagner pour rentrer en zone réglementée.	
--	--	--	--	--	--	--	--

Début	Fin	Nature de l'intervention	Phase de l'intervention	Risque	N°	Mesures de prévention	EU/EE
		Intervention dans des locaux à risque Radiologique, Biologique, Chimique.				Avant l'entrée en zone réglementée, lire et appliquer les consignes spécifiques affichées. Si besoin porter un dosimètre opérationnel et les Equipements de Protection Individuelle adaptés qui sont à votre disposition à l'entrée de la zone. Pour sortir de la zone réglementée, appliquer les consignes de sortie de zone (absence de contamination...)  ⇒ <b>En cas d'intervention sous rayonnement ou en zone non intermittente :</b> Les coordonnées de la PCR de l'entreprise extérieure sont transmises à la PCR du groupement hospitalier. La PCR de l'entreprise extérieure s'assure de l'aptitude médicale et dosimétrique, ainsi que de la validité de la formation à la radioprotection de ses intervenants. Elle fournit à ses intervenants les dosimétries adaptées.  ⇒ <b>Contact :</b> Cadre du service concerné ou Personne Compétente en Radioprotection du site : <a href="mailto:pascal.merle@chu-lyon.fr">pascal.merle@chu-lyon.fr</a> <a href="tel:04.26.73.29.35">☎ 04.26.73.29.35 (33.29.35)</a>	
			Intervention au sein des locaux	Risque Amiantes	6.4	- Une attention particulière (prélèvement et analyse) sera apportée pour chaque intervention sur les éléments fixes comme les cloisons, les plafonds et les sols.	

		<b>PLAN DE PREVENTION</b>				Service Prévention Sécurité Générale	
		Protection des travailleurs		Version n° 02 du 18 mars 2016			Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021
			présentant de l'amiante			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un «registre amiante» (DTA) peut être consulté sur demande auprès du Service Maintenance et Exploitation (SME).</li> </ul>	
		Travaux sur installations électriques		Risque électrique	7	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention par du personnel habilité, en possession des titres d'habilitation</li> <li>- Consignation électrique : prévenir obligatoirement le responsable du service électrique :  <a href="mailto:fabien.bernin@chu-lyon.fr">fabien.bernin@chu-lyon.fr</a>   04.72.07.26.65 (37.26.65) </li> </ul>	

Dé but	Fin	Nature de l'intervention	Phase de l'intervention	Risque	N°	Mesures de prévention	EU/ EE
		Travail en hauteur	Travail en toiture et terrasse	Chute	8.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Avant</b> l'intervention sur les toitures terrasses des bâtiments du groupement hospitalier Nord, prévenir le chargé local de votre chantier qui fixera les mesures de sécurité à prendre (ex : mise en place de rambarde provisoire sur acrotère, port du harnais, balisage, filet, périmètre de sécurité, ...)</li> <li>- Pour tous travaux en toiture, l'entreprise intervenante devra se présenter journallement pendant la durée de son intervention au service de sécurité, afin d'obtenir l'autorisation d'accès en toiture.</li> <li>- Possibilité de prêt d'une radio ou d'un téléphone pour toute intervention en toiture.</li> <li>- Les intervenants devront porter leurs E.P.I. et s'amarrer aux points fixes présents.</li> </ul>	
			Travail sur support en hauteur.	Chute	8.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les travaux temporaires en hauteur doivent être réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé, ou équipé de manière à garantir la sécurité des travailleurs et à préserver leur santé. Le poste de travail doit permettre l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques.</li> <li>- L'utilisation d'échelle ou d'escabeau doit être réservée à une utilisation dans des pièces ou des locaux de types exigus. Partout ailleurs, l'entreprise utilisera des échafaudages roulants ou de pieds conformes à la réglementation avec garde-corps.</li> <li>- Le cas échéant, pour tout travail en hauteur quelle que soit la hauteur, port du harnais obligatoire et accrochage à une ligne de vie.</li> <li>- Utiliser des échelles avec patins.</li> <li>- L'utilisation de dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.</li> </ul>	





	<b>PLAN DE PREVENTION</b>				Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs		Version n° 02 du 18 mars 2016		Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021

		Utilisation et stockage de produits dangereux		Intoxication  Brûlure  Incendie  Explosion	9	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les produits de lavage, solvants, ou autres produits chimiques seront à manipuler avec précaution et avis du chef de service. Les récipients seront étiquetés conformément à la réglementation en vigueur.</li> <li>- Les travaux générateurs d'émanations de vapeurs dangereuses seront réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, mettre à la place les moyens nécessaires à la mise en sécurité des malades, du personnel et du public.</li> <li>- Fournir au Service Prévention et Sécurité Générale les fiches de données de sécurité (FDS) de vos produits.</li> </ul>	

Dé but	Fin	Nature de l'intervention	Phase de l'intervention	Risque	N°	Mesures de prévention	EU/ EE
		Travaux par point chaud	Opération de découpe, soudure, ...	Incendie	10	<p><b><u>RAPPEL : DEFENSE DE FUMER DANS L'HOPITAL</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Repérer les plans d'évacuation affichés dans chaque service.</li> <li>- Repérer la localisation des extincteurs et s'équiper de son propre extincteur.</li> <li>- Demander obligatoirement un <b>permis de feu</b> avant tous travaux par points chauds, au Chef d'Equipe du Service Prévention et Sécurité Générale incendie situé Poste Central de Sécurité (bâtiment A – RdC) : <a href="tel:04.72.07.15.41">☎ 04.72.07.15.41 (37.15.41)</a></li> <li>- Prévenir le chef d'équipe dès la fin du travail par point chaud pour la mise en place de rondes de surveillance.</li> <li>- Lors des travaux sur l'installation de détection incendie ou de travaux engendrant de la poussière, prévenir également le chef d'équipe du SPSG pour l'isolement des zones. Attention, le déclenchement intempestif de l'alarme peut générer un risque de panique auprès des malades.</li> <li>- En cas de départ de feu ou d'alarme incendie, appliquer la consigne générale de sécurité incendie jointe en annexe.</li> </ul>	
		Travail présentant un risque particulier pour le travailleur		Risques individuels	11	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à ce que le personnel soit équipé et utilise les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés à leur activité (art. 273.2 alinéa 1 du code du travail). <i>Exemples : casque à visière, casque anti-bruit, lunettes, chaussures de sécurité, gants spéciaux selon les types de produits, gants HTA, perche, détecteur CO, ...)</i></li> </ul>	

 <b>HCL</b> HOSPICES CIVILS DE LYON	<h1>PLAN DE PREVENTION</h1>				Service Prévention Sécurité Générale
	Protection des travailleurs	Version n° 02 du 18 mars 2016			Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021

		Bruit		Risque auditif  Ambiance sonore incompatible avec l'activité hospitalière	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les intéressés doivent porter leurs EPI de protections auditives (casque anti-bruit, ...)</li> <li>- Maintenir une ambiance sonore compatible avec le milieu hospitalier (cf. utilisation des radios, insonorisation du matériel utilisé).</li> <li>- Les travaux bruyants (démolition, percements...) seront exécutés dans le créneau horaire défini en accord avec le responsable du service technique et/ou le chef de service.</li> <li>- Avant toute intervention au sein de l'unité d'hospitalisation de polysomnographie (bât I 2<sup>ème</sup> Nord) un rendez-vous préalable à l'opération devra être pris avec le responsable du service pour fixer les créneaux horaires et modalités d'intervention :  <a href="mailto:christine.bonne@chu-lyon.fr">christine.bonne@chu-lyon.fr</a>   04.72.07.19.29 (37.19.29)         </li> </ul>	
--	--	-------	--	---	----	---	--

Dé but	Fin	Nature de l'intervention	Phase de l'intervention	Risque	N°	Mesures de prévention	EU/EE
		Hygiène et propreté		Risque liés à l'empoussièrement	13	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Porter une tenue propre pour le travail à l'intérieur des bâtiments.</li> <li>- L'équipement et son environnement doivent être laissés propres, dans un état compatible avec l'activité médicale hors protocole particulier de l'utilisateur (désinfection...).</li> <li>- <b>Interdiction d'utiliser les poubelles grises avec couvercle jaune.</b></li> <li>- L'évacuation des déchets ne doit pas présenter de danger pour les usagers et le personnel de l'hôpital.</li> <li>- Tous travaux situés dans un périmètre de proximité avec des services à risques devront faire l'objet d'une approche spécifique en matière de prévention des risques liés à l'empoussièrement.</li> <li>- Pour prévenir ce risque, il existe des mesures dont l'efficacité est démontrée et qui doivent être appliquées. Un diagnostic du risque devra être réalisé en concertation avec le chargé local d'opération en tenant compte de la nature des travaux, de leur situation et du service concerné. La responsable de l'unité d'hygiène et d'épidémiologie :  <a href="mailto:cedric.dananche@chu-lyon.fr">cedric.dananche@chu-lyon.fr</a>   04.72.07.19.84 (37.19.84)         </li> <li>- En fonction des résultats de ce diagnostic les mesures de prévention seront fixées et appliquées par l'entreprise.</li> </ul>	

<div>HCL</div> <div>HOSPICES CIVILS</div> <div>DE LYON</div>		PLAN DE PREVENTION					Service Prévention Sécurité Générale	
		Protection des travailleurs		Version n° 02 du 18 mars 2016			Réf : PT/PP/003 Màj : 12/05/2021	
		Intervention avec d'autres entreprises extérieures		Interférences avec d'autres entreprises extérieures	14	<div>- Ce plan de prévention général présente les règles principales de sécurité : il est valide pour toute intervention dans l'hôpital.</div> <div>- En cas d'interférences ponctuelles avec une (ou des) autre(s) entreprise(s) extérieure(s), des informations/instructions Sécurité complémentaires seront transmises par le représentant des Services techniques qui suit votre chantier.</div> <div>- Ces interférences pourront éventuellement faire l'objet <b>d'un avenant</b> à ce plan de prévention avec la (ou les) dite(s) entreprise(s) <b>pour toute opération spécifique.</b></div>		

	<b>PLAN DE PREVENTION</b>		<b>Service Prévention Sécurité Générale</b>
	<b>Protection des travailleurs</b>	Version n° 03	<b>Réf : PT/PP/003 Maj : 12/05/2021</b>

## ANNEXES

Annexe 1	<p>Article R. 4512-9 du code du travail :</p> <p>« Chaque entreprise concernée fournit la liste des postes occupés par les travailleurs susceptibles de relever de la surveillance médicale renforcée prévue par l'article R. 4624-19 ou, s'il s'agit d'un salarié agricole, par l'article R. 717-16 du code rural et de la pêche maritime, en raison des risques liés aux travaux réalisés dans l'entreprise utilisatrice. Cette liste figure dans le plan de prévention. »</p>
Annexe 2	<p>Article R. 4512-10 du code du travail :</p> <p>« Le plan de prévention fixe la répartition des charges d'entretien entre les entreprises extérieures dont les travailleurs utilisent les locaux et installations prévus à l'article R. 4513-8 et mis à disposition par l'entreprise utilisatrice. »</p> <p><b>Sont mises à disposition les installations suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Restaurant d'entreprise</li> <li><input type="checkbox"/> Douche</li> <li><input type="checkbox"/> Vestiaires</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> Toilettes publiques</li> </ul> <p><b>Ces installations sont à utiliser dans les conditions suivantes :</b> Laisser les installations propres après utilisation.</p>
Annexe 3	<p>Article R. 4512-11 du code du travail :</p> <p>« Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22 , R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan de prévention. »</p> <p><b>Le DTA est tenu à disposition des entreprises intervenantes et peut être consulté auprès du Service Maintenance et Exploitation de l'hôpital de la Croix-Rousse (bât. K – S/Sol).</b></p>
Annexe 4	<b>Plan de masse avec localisation des accès, du Poste Central de Sécurité, du Service Maintenance et Exploitation et des sources de rayonnements ionisants.</b>
Annexe 5	<b>Conduite à tenir en cas d'accident</b>
Annexe 6	<b>Conduite à tenir en cas d'incendie</b>
Annexe 7	<b>Conduite à tenir en cas de brûlure</b>
Annexe 8	<b>Documents sur les risques généraux hospitaliers</b>
Annexe 9	<b>Liste et coordonnées des référents</b>
Annexe 10	<b>Conduite à tenir en cas d'Accident d'Exposition au Sang (AES)</b>